



Bruxelles, le 1er décembre 2009

Rapport d'activités Juin-Décembre 2009

Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen

Congrès du PSE, Prague 6 décembre 2009

Introduction et résumé

Ce rapport d'activités diffère des rapports d'activités antérieurs du Groupe en raison du Congrès du PSE. Par ailleurs, ce rapport couvre une courte période et se concentre sur les activités intervenues depuis les élections européennes de juin 2009. Les activités du groupe PSE durant le précédent mandat ont été documentées et distribuées très largement dans le cadre de la campagne pour les élections européennes. Le document suivant se trouve sur le site www.socialistsanddemocrats.eu: "Un Bilan dont nous sommes fiers - le travail des Socialistes au Parlement européen 2004-2009"

Ce nouveau mandat a débuté avec la mise en place du nouveau Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen (voir paragraphe 1) regroupant toutes les forces représentées dans l'ancien Groupe PSE ainsi que les députés européens du "Partito democratico" italien.

Suite aux résultats décevants des élections de juin 2009, le nombre de postes à responsabilité au sein du Groupe S&D se trouvait limité. Malgré cela, les négociations furent très fructueuses et permirent d'obtenir un certain nombre de positions-clés à la fois au Bureau du Parlement européen ainsi que des postes de présidents de commissions (par. 2.1).

Suite aux élections, l'équilibre politique du Parlement européen s'est trouvé modifié, rendant encore plus difficile qu'auparavant la construction de majorités progressistes (par. 2.2). Il est dès lors d'autant plus important de promouvoir, en concertation avec le PSE, des stratégies générales socialistes et sociales démocrates progressistes (par. 2.3).

Le chapitre 3 de ce document présente les priorités politiques majeures du Groupe S&D (par. 3.1), le suivi des conséquences du Traité de Lisbonne (par. 3.2) et l'intention du Groupe S&D de contribuer au débat sur l'avenir de notre famille politique (par. 3.3).

1. L'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen

Les résultats des élections européennes de juin 2009 ont été décevants avec 184 élus sur 736 sièges, au lieu de 217 élus pour 785 sièges durant le précédent mandat. Le Groupe S&D est passé exactement à une représentation de 25% du PE, soit 2.6% de moins que la part du PSE dans la mandature antérieure.

Le Groupe S&D est aussi représentatif de l'Europe qu'on puisse l'être avec des délégations nationales provenant des 27 Etats membres, y compris des membres affiliés de Chypre et de Lettonie.

Dès le début de la campagne électorale, des discussions préparatoires avaient été lancées pour voir comment la liste italienne du Partito democratico pourrait travailler avec la famille socialiste. Dans le cadre de l'accord qui fut conclu suite aux élections, et après consultation des instances dirigeantes du PSE, il fut décidé de créer un nouveau groupe portant un nom avec lequel tous les membres italiens pourraient s'identifier: Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen.

Une fois que Martin Schulz a été élu Président, avec un très large soutien, le Groupe S&D a formé son Bureau selon la composition et les compétences suivantes:

Maria Badia I Cutchet	Information et communication du Groupe
Véronique De Keyser	Droits de l'Homme, développement et commerce international
Monica Flasiková Benova	Europe des citoyens
Edit Herzog	Trésorière
Stephen Hughes	Modèle économique et social
Stéphane Le Foll	Agriculture et budget
Adrian Severin	Affaires étrangères et sécurité
Gianluca Susta	Politiques de la pêche et de la cohésion
Hannes Swoboda	Secrétaire parlementaire
Marita Ulvskog	Développement durable et compétitivité

2. Le Groupe S&D dans le nouveau Parlement européen

2.1 Une session constitutive réussie

La constitution du parlement européen a montré qu'un nombre plus restreint de députés S&D ne signifiait pas nécessairement une position plus faible au sein du PE. Une combinaison de bons candidats et de négociations adroites ont permis d'obtenir un certain nombre de postes-clés, non seulement au niveau des instances dirigeantes de l'institution mais aussi dans les commissions parlementaires.

Avec le soutien du Groupe S&D, le député polonais PPE Jerzy Busek est devenu Président du PE sur la base d'un accord selon lequel le Groupe S&D présenterait un candidat pour la seconde partie de la législature. Dès lors le Groupe S&D a dominé les élections pour les postes de Vice-présidents du PE obtenant 5 places (sur les 14) parmi les sept premières Vice-présidences: Giovanni Pitella, Stavros Lambrinides, Miguel Angel Martinez Martinez, Dagmar Roth-Behrendt et Libor Roucek. De plus, avec Lidia Geringer De Oedenberg, un membre du Groupe S&D est devenu Questeur avec le plus large de tous les soutiens, comparé aux autres candidats.

Par conséquent le Groupe dispose d'une implication affirmée dans les politiques internes du PE en matière de personnel, budget, réforme parlementaire, statut des députés et des assistants ainsi que pour la conciliation et les relations du PE avec les parlements nationaux, la Méditerranée, les pays candidats, l'Amérique latine, les Nations unies, les ACP et les voisins orientaux de l'UE.

En ce qui concerne les présidences de commission parlementaires, le groupe S&D a également réussi à s'imposer lors la constitution du Parlement. Alors que le nombre de présidence (6 sur 21) était limité (en raison de l'application de la règle d'Hondt), nous avons pu obtenir les positions suivantes:

Pervenche Bérès	Commission de l'emploi et des affaires sociales
Paolo de Castro	Commission de l'agriculture et du développement rural
Jo Leinen	Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
Juan Fernando López Aguilar	Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Vital Moreira	Commission du commerce international
Brian Simpson	Commission du transport et du tourisme

2.2 Elaborer des majorités au sein du Parlement européen

Depuis les élections de juin 2009, la répartition des sièges entre les 7 groupes politiques est la suivante:

Le Groupe du Parti Populaire Européen	265
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates	184
Groupe de l'Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe	84
Groupe des Verts/ Alliance Libre Européenne	55
Groupe des Conservateurs et réformistes européens	54
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne /Gauche verte nordique	35
Groupe Europe libertés démocratie	27
Parlement européen	736 sièges

À droite et à l'extrême droite, deux nouveaux groupes ont été formés: le Groupe des Conservateurs et réformistes européens composé principalement de l'union des conservateurs euro sceptiques du Royaume-Uni, de la Pologne et de la République tchèque, et le groupe Europe libertés démocratie issu d'un ensemble de députés anti-européens, xénophobes et d'extrême droite.

La majorité du Parlement européen s'étant clairement déportée vers la droite, le Groupe S&D est confronté au grand défi de jouer malgré tout un rôle décisif au sein du Parlement européen,

qui s'est vu élargir ses pouvoirs considérablement depuis le 1er Décembre avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Pendant la législature précédente, en tant que second groupe politique, le PSE a réussi à jouer un rôle majeur dans la constitution de majorités politiques par exemple dans le cadre de la directive européenne sur les services dans le marché intérieur ou lors de l'adoption du règlement REACH sur les produits chimiques dangereux pour les consommateurs et l'environnement.

Ces majorités s'étaient tout d'abord constituées sur un haut degré de consensus au sein du groupe PSE ainsi qu'en partenariat avec les Verts et le Groupe de la GUE dans le but de provoquer des divisions internes chez les Libéraux et/ou le PPE. Traditionnellement, quand il s'agit de questions sociales et économiques, une partie du PPE plus centriste, peut dans certaines circonstances, participer à constituer une majorité. Quand il s'agit de valeurs progressistes, de questions d'éthiques et de non-discrimination, en dehors des Verts et de la GUE, le groupe libéral est un partenaire potentiel.

Néanmoins l'expérience récente a démontré qu'il était difficile d'établir ce dernier type de majorité progressiste dans le nouveau parlement. Une condamnation de la concentration et de la monopolisation des médias en Italie a été bloquée par une majorité de droite allant du centre-droit à l'extrême droite, pour protéger le gouvernement Berlusconi. La résolution de la droite n'a pas non plus été adoptée. Toutes les résolutions des Groupes ont également été rejetées. Malgré un Groupe S&D unanimement uni, la résolution conjointe S&D/ALDE/Verts/GUE a reçu 338 votes contre, 335 pour et 13 abstentions. La résolution conjointe du PPE/ECR/EFD a été rejetée par 322 votes contre 297 et 25 abstentions.

Le Groupe S&D va poursuivre ses efforts pour établir des majorités progressistes au sein du Parlement européen en unissant tout d'abord la gauche et en essayant d'éviter la constitution d'une majorité de droite contre le Groupe S&D.

2.3 Le besoin de stratégies globales des socialistes et sociaux-démocrates

Le besoin d'établir des stratégies globales des socialistes et sociaux-démocrates n'a jamais été aussi important. Au Parlement européen les députés S&D ont perdu du terrain, au Conseil il y a une claire majorité conservatrice et c'est au sein de la Commission européenne que la situation est la plus difficile, avec seulement 6 des 27 Commissaires qui font partie de la famille socialiste. Le fait que nos Commissaires aient reçu d'importants portefeuilles ne résout pas le problème de la domination de la droite à la Commission, donnant à cette institution un caractère peu représentatif de l'équilibre politique de l'Union européenne. Malheureusement, certains partis nationaux du PSE au pouvoir n'ont pas ou n'ont pas pu défendre ces positions pour leurs propres représentants.

Dans ce contexte, le PSE et le Groupe S&D n'ont pas d'autre option que de s'investir davantage que dans le passé dans la coordination et la coopération entre les membres socialistes et sociaux-démocrates des trois institutions ainsi que dans les Parlements nationaux. L'importance de cette coopération peut être illustrée d'une part par la nomination du Président de la Commission, pour laquelle aucune stratégie commune n'avait été établie, et d'autre part, par l'obtention du poste de Haut représentant, pour laquelle l'union a conduit au succès.

La réélection de José Manuel Barroso comme Président de la Commission était sans doute inévitable vu la majorité conservatrice actuelle, mais elle n'a fait l'objet d'aucune approche commune au sein de notre famille politique. Tandis que certains gouvernements PSE lui ont donné leur soutien, d'autres partis ont fait campagne contre. Dans ce contexte, le Groupe S&D s'est retrouvé lors du vote au Parlement européen avec une majorité de députés qui ont soutenu

la ligne du Groupe qui était de s'abstenir, une minorité qui a soutenu la candidature de Barroso et une autre minorité qui a voté contre. Nous devons en tirer les leçons, aussi bien au niveau national qu'europpéen, pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'avenir.

La coordination interne peut mener au succès, comme cela a été le cas pour la nomination du Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité, Catherine Ashton. Le groupe S&D, avec le soutien du PSE, a réussi à convaincre nos gouvernements de réclamer le poste clé de Haut Représentant pour notre famille politique. Cette demande a abouti grâce aux gouvernements socialistes qui se sont mis d'accord sur un candidat commun. Cette coopération sans précédent, dans laquelle le PSE et le groupe parlementaire ont joué un rôle central, doit être un point de départ pour la mise en œuvre d'autres stratégies fortes à l'avenir.

3. Les Priorités politiques du Groupe S&D

3.1 Principales priorités par domaine politique

Pour le Groupe S&D, la principale bataille politique de la nouvelle législature portera sur un nouveau modèle de développement, reflétant le passage d'une vision étroite, dominée par les marchés, à une vision élargie de notre société, qui offre un équilibre différent entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales; un nouvel équilibre entre les forces du marché et une régulation active; et un nouveau rôle central pour la durabilité.

Notre insistance à lier une économie plus verte à une Europe plus juste et plus prospère est au cœur de notre approche. Nous croyons qu'un nouveau modèle économique plus durable est essentiel dans notre lutte contre le changement climatique et offrira d'incalculables occasions pour la création d'emplois et de richesses. Nous comptons maintenir cette question en tête de l'agenda politique, en se concentrant tant sur la protection de l'environnement que la promotion d'emplois de valeur. L'engagement pris dans le manifeste du PSE de créer 10 millions de nouveaux emplois verts d'ici 2020 sera un objectif clé, qui sera soutenu par des actions sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique dans les logements anciens, les transports durables, la réorientation et la recherche et le développement.

Parmi les principaux terrains de bataille se trouve la stratégie pour l'UE 2020, qui sera lancée l'an prochain; la régulation financière; le rétablissement du plein emploi; le travail décent et des droits sociaux plus forts - y compris l'égalité des genres, la révision de la directive sur le détachement des travailleurs et une directive-cadre sur les services publics.

Non moins importante sera la lutte à venir sur les perspectives financières de l'UE - et les thèmes y afférents des dépenses pour l'agriculture, la pêche et la politique de cohésion - qui auront des conséquences importantes sur la capacité de l'Union à servir les citoyens européens. Le Groupe insistera sur le fait que les institutions de l'UE fixent d'abord les tâches incombant à l'Union - y compris les responsabilités issues du Traité de Lisbonne - et, une fois cette tâche accomplie, déterminent les ressources en rapport aux tâches. Nous demanderons comment porter les ressources budgétaires de l'UE à un niveau rationnel, jusqu'où les dépenses pourraient être réorientées vers de nouveaux domaines - tels le changement climatique - et comment financer un plan de relance ambitieux, basé sur une solidarité appropriée entre les Etats Membres.

Nous soutiendrons la réforme de la Politique Agricole Commune. Elle devra être dirigée vers les objectifs de politique alimentaire, la durabilité environnementale et le développement territorial. Une PAC réformée doit améliorer l'accès à l'alimentation des plus démunis, gérer l'instabilité croissante des marchés agricoles et tenir compte du rôle de l'Union dans l'équilibre alimentaire mondial.

Le Groupe soutiendra la révision du Programme-cadre sur le Développement Régional afin de réaffirmer l'importance de la cohésion et de la solidarité régionales, et d'adapter la politique régionale aux nouveaux défis, en la liant plus étroitement à une stratégie élargie de l'UE 2020. La mise en œuvre doit être rendue plus transparente et plus efficace. La réforme de la politique commune de la pêche doit traiter la surcapacité et créer un système de pêche durable; régionaliser les responsabilités; soutenir la pêche artisanale; réformer l'organisation commune de marché et développer la dimension internationale, y compris par l'établissement de nouveaux critères pour des accords de partenariat avec les pays tiers.

Dans le domaine de l'Europe des Citoyens, quatre thèmes ont une importance stratégique où le Groupe sera confronté à une lutte acharnée pour défendre et promouvoir nos valeurs en matière de dignité humaine commune, d'humanité commune et de sécurité personnelle.

Notre travail contre l'extrémisme de droite (y compris ses incidences sur les Roms) soulignera notre position ferme et unie face à l'extrémisme et mettra en évidence les divisions et les faiblesses de nos adversaires. Sur l'immigration, l'asile et l'intégration, notre approche, en utilisant les pouvoirs accrus conférés par le Traité de Lisbonne au PE, s'attaquera aux racines de l'émigration vers l'UE et de la demande d'asile, ainsi qu'à une approche positive en matière d'immigration légale et d'intégration. Nous prendrons l'initiative de promouvoir une politique d'asile durable, fondée sur le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la législation européenne et internationale.

Notre Groupe maintiendra la pression en faveur d'une approche européenne ambitieuse sur la non-discrimination, en s'assurant que la législation existante soit correctement mise en œuvre, utilisée et contrôlée - et que la directive horizontale ne soit ni enterrée, ni édulcorée par le Conseil.

Nous travaillerons à assurer que le Traité de Lisbonne crée une Europe plus démocratique pour les citoyens.

Les priorités dans le domaine des Affaires étrangères peuvent être présentées sous la forme d'un modèle de cercles concentriques: notre travail futur sur l'élargissement sera basé sur un concept équitable, rationnel et global. Nous continuerons à développer des initiatives du Groupe en faveur de politiques ambitieuses pour le voisinage immédiat de l'UE comprenant: une synergie de la Mer Noire, la sécurité énergétique, l'élaboration d'initiatives sur les conflits gelés et le renforcement des relations euro-méditerranéennes. Le Groupe s'engagera fortement au sein du groupe de travail du Parlement européen sur le Moyen-Orient et continuera, par des séminaires, des conférences et des missions, à contribuer à un débat élargi.

Les relations avec les partenaires mondiaux traditionnels se concentreront sur le renforcement du partenariat transatlantique au niveau parlementaire, l'établissement de relations constructives et basées sur la confiance avec la Russie, et le lancement d'un trilogue entre l'UE, les Etats-Unis et la Russie avec nos interlocuteurs au Congrès américain et à la Douma pour envisager des initiatives communes. Le Groupe s'engagera dans le dialogue parlementaire avec la Chine et l'Inde, et développera des initiatives afin de consolider les relations politiques avec ses interlocuteurs en Amérique Latine.

Une structure de sécurité améliorée pour l'Europe et le monde sera l'objectif du travail du Groupe concernant l'avenir de l'OTAN et l'identité européenne de sécurité et de défense.

Les effets de la crise financière et du changement climatique ont un impact conjoint sur les pays en voie de développement et méritent notre attention toute particulière. Les priorités en matière de politique de développement se concentreront sur un financement continu et efficace de l'aide, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la réforme des institutions globales et la conclusion d'accords de partenariat économique équitables. Pour la

politique des droits de l'homme, nous nous concentrerons sur le contrôle parlementaire des instruments européens, sur l'amélioration de la cohérence dans la construction de la démocratie et sur la promotion des orientations européennes dans le domaine des droits de l'homme.

La politique en matière de commerce international doit améliorer le contrôle du PE sur le respect des droits de l'homme et des normes sociales et environnementales, contribuer à la réforme de la gouvernance mondiale et diriger la réflexion sur l'équilibre à trouver entre l'ouverture commerciale et la protection légitime des secteurs économiques, des travailleurs et des consommateurs.

3.2 Le Traité de Lisbonne et ses conséquences

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a un impact majeur sur les compétences du Parlement européen, et par conséquent, sur les instruments à disposition du Groupe S&D pour la mise en œuvre de ses priorités politiques. A quelques exceptions près, le nouveau traité met le Parlement européen sur un pied d'égalité avec le Conseil en tant que législateur dans des domaines d'où il était exclu jusqu'alors, notamment le budget de l'UE (le PE jouit de la parité absolue), la politique agricole, ainsi que la justice et les affaires intérieures. Le renforcement considérable des pouvoirs du Parlement européen en matière de codécision requiert une restructuration interne du secrétariat du Groupe S&D, afin de rendre celui-ci aussi efficace que possible à la lumière des nouvelles compétences.

Le Traité de Lisbonne constitue également une raison supplémentaire pour renforcer les relations entre les socialistes et les sociaux-démocrates au Conseil, au Parlement et à la Commission, ainsi que dans les parlements nationaux qui ont aussi obtenu des pouvoirs supplémentaires. Le Groupe S&D renforcera ses efforts pour promouvoir, aux côtés du PSE, la coordination et la coopération internes au niveau européen et sera actif au sein de l'Internationale Socialiste et du Forum Progressiste Mondial, afin de coopérer avec les socialistes, sociaux-démocrates et forces progressistes dans le monde.

3.3 Le nécessaire débat sur le futur de la social-démocratie européenne

Le Bureau du Groupe S&D a discuté du soutien décroissant pour les socialistes, sociaux-démocrates et forces progressistes en Europe durant les dernières années en général, et les résultats décevants à l'élection européenne en juin de cette année en particulier.

Le Groupe se réjouit du fait que le PSE ait fait du renforcement de notre famille politique un thème majeur de son Congrès à Prague. À l'heure actuelle, le soutien électoral pour une majorité de nos partis est particulièrement faible et une mobilisation des partis, des parlementaires, des fondations et des partis membres est exigée à tous les niveaux.

Il incombe avant tout au PSE de s'assurer que le débat sur le futur de la social-démocratie européenne devienne une vraie discussion transfrontalière, et non l'addition de délibérations nationales. Le Groupe S&D, tout en respectant pleinement le rôle des partis nationaux et du PSE, présentera sa propre contribution au débat, en profitant du fait que le Groupe constitue un lieu de réunion unique et permanent des socialistes, sociaux-démocrates et forces progressistes européens.

Dans ce débat, le Groupe S&D souhaite travailler avec le PSE pour réagir à un problème fondamental dans notre famille. Durant la dernière décennie, l'UE et ses institutions en général, et la coopération transfrontalière des socialistes et sociaux-démocrates en particulier, n'ont pas obtenu l'attention appropriée des socialistes, des sociaux-démocrates et des progressistes au niveau national. Le parti européen et le Groupe au Parlement européen en subissent tout deux

les conséquences. Certains de nos amis au niveau national, y compris des militants mais aussi des dirigeants de parti, doivent se rappeler que l'UE et ses institutions constituent un instrument (potentiel) essentiel permettant aux socialistes, aux sociaux-démocrates et aux progressistes de mettre en œuvre leurs politiques et les changements de politiques qu'ils soutiennent. L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne sera sans nul doute un élément utile pour assurer que cet appel au réveil soit entendu.